

**DEPARTEMENT DE LA MARTINIQUE
VILLE DE FORT DE FRANCE**

**ETAT – MINISTERE DES ARMEES
Construction de 6 logements
Résidence Ouragan**

OPERATION DE CATEGORIE : 2^{ème} CATEGORIE

**PLAN GENERAL DE COORDINATION DE SECURITE ET
DE PROTECTION DE LA SANTE**

Indice	Date	Objet des modifications
0	02/07/2021	Création du document
1	19/04/2024	Ajout Article 2.1 : horaires de travail
Rédigé par : L. DESALME		Validé par : L. DESALME

INDIÇAGE

SOMMAIRE

1	RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA	
	DECLARATION PREALABLE.....	5
1.1	PRESENTATION DE L'OUVRAGE.....	5
1.2	MODE DE CONSULTATION	5
1.3	PIECES MARCHES (AYANT SERVI A L'ELABORATION DU PRÉSENT P.G.C).....	5
1.4	PRESENTATION DES INTERVENANTS	6
1.5	REGLEMENTS A RESPECTER PAR LES ENTREPRISES	8
1.6	RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANT LE CHANTIER	10
1.6.1	PERMIS	11
1.6.2	AUTORISATIONS - DEMARCHES	11
1.6.3	CONNAISSANCE DES LIEUX	12
1.6.4	DUREE GLOBALE DES TRAVAUX	12
1.6.5	NUMEROTATION DES LOTS OU SECTIONS TECHNIQUES	12
1.6.6	PREVISIONS	13
1.6.7	DECLARATIONS PARTICULIERES.....	13
2	MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER	14
2.1	HORAIRES DE TRAVAIL	14
2.2	COVID-19.....	14
2.3	PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION APPLICABLES AU CHANTIER DE L'OUVRAGE	14
2.4	MISSION DU COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	15
2.4.1	ROLE DU COORDONNATEUR SPS LORS DE LA PHASE DE CONCEPTION	15
2.4.2	ROLE DU COORDONNATEUR SPS LORS DE LA PHASE DE REALISATION	15
2.5	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	15
2.6	PLAN GENERAL DE COORDINATION (PGC)	16
2.7	INSPECTION COMMUNE (ICP).....	16
2.8	PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	17
2.9	TRAVAUX PREALABLES DE VOIRIES ET RESEAUX DIVERS	17
2.10	MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE ET LE COORDONNATEUR EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE	17
2.10.1	CALENDRIER GENERAL PREVISIONNEL D'EXECUTION TCE	17
2.10.2	DEFAILLANCE D'ENTREPRISES	19
2.10.3	MESURES D'ORGANISATION GENERALE - SUJETIONS LIEES AU SITE	19
3	MESURES DE COORDINATIONS PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES	
	SUJETIONS QUI EN DECOULENT	20
3.1	RESPONSABILITE DES ENTREPRISES	20
3.1.1	PREVENTION DES RISQUES D'ACCIDENTS DE TRAVAIL.....	20
3.1.2	PREVENTION DES RISQUES D'ACCIDENTS DE TRAJET	20
3.2	CO-ACTIVITES ET PROTECTIONS COLLECTIVES	20
3.2.1	ORGANISATION DE LA SECURITE COLLECTIVE.....	20
3.2.2	DEPLACEMENT DE PROTECTIONS COLLECTIVES.....	20
3.2.3	DISPOSITION EN CAS DE CARENCE D'UNE ENTREPRISE	21
3.2.4	TRAVAUX SUPERPOSES.....	21
3.2.5	MISE EN ŒUVRE DE PRODUITS DANGEREUX.....	21
3.2.6	PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES.....	21
3.2.1	PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES.....	22
3.2.2	PROTECTIONS PRINCIPALES PAR TYPE DE TRAVAUX.....	22
3.3	PROTECTIONS INDIVIDUELLES	31

3.4	LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS.....	31
3.4.1	APPROVISIONNEMENTS	31
3.4.2	MISE EN COMMUN DE MOYENS DE LEVAGE.....	31
3.4.3	MANUTENTIONS MANUELLES DES CHARGES.....	31
3.5	INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE DE CHANTIER	31
3.6	LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	31
3.6.1	MANUTENTIONS MANUELLES	31
3.6.2	RECETTES	31
3.6.3	TRAVAUX SPECIFIQUES	32
3.6.4	COACTIVITE	32
3.7	PROTECTION CONTRE LE BRUIT	32
4	SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.....	33
4.1	TRAVAUX EN INTERFERENCE SUR L'ENSEMBLE DU SITE	33
5	MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	34
5.1	CHANTIER	34
5.2	CANTONNEMENTS	34
5.2.1	LOCAUX COMMUNS ET PRIVATIFS	34
5.2.2	BRANCHEMENTS - RACCORDEMENTS (ALIMENTATIONS ET EVACUATIONS)	35
5.3	STOCKAGES SUR LE CHANTIER.....	35
5.3.1	STOCKAGE DE MATERIAUX ET MATERIELS	35
5.3.2	STOCKAGE DE MATERIAUX DANGEREUX.....	35
5.3.3	STOCKAGE DES GRAVATS ET DES DECHETS ORDINAIRES	36
5.3.4	STOCKAGE DES DECHETS DANGEREUX.....	36
5.4	NETTOYAGE	36
5.4.1	NETTOYAGE DES CANTONNEMENTS	36
5.4.2	NETTOYAGE DU CHANTIER.....	37
5.5	ENLEVEMENT DES DECHETS.....	37
5.5.1	EVACUATION DES GRAVATS ET DES DECHETS ORDINAIRES	37
5.5.2	ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES	37
5.6	MESURE EN CAS DE DEFAILLANCE D'UNE ENTREPRISE.....	37
6	RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS.....	38
6.1	COVID-19.....	38
6.2	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	38
6.3	APTITUDE MEDICALE	38
6.4	INFIRMERIE	38
6.5	SECOURISTES.....	38
6.6	MATERIEL DE SECOURS	39
6.7	CONSIGNES DE PREMIER SECOURS	39
6.8	ACCIDENT OU INCIDENT DE TRAVAIL	40
7	MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	41
8	REGLES D'AVERTISSEMENT ET DES SANCTIONS	43
	ANNEXES.....	43

1 RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

1.1 PRESENTATION DE L'OUVRAGE

- Le présent projet est situé **Quartier Moutte à Fort de France**
- Le présent marche a pour objet la construction de 6 logements
- Bâtiments à usage **d'habitation**
- Montant prévisionnel des travaux 2 M € TTC.
- La construction sera réalisée conformément aux recommandations parasismiques de l'EUROCODE 8. Action sismique zone V.
- Vent région 5.
- Mission de coordination de 2^{ème} catégorie suivant article R4532-1 du Code du Travail.

1.2 MODE DE CONSULTATION

- La consultation se fera selon la procédure « marchés de travaux passés selon une procédure adaptée »
- Les travaux seront traités en lots séparés.
- Les entreprises devront justifier qu'elles possèdent la qualification professionnelle, la main d'œuvre et le matériel requis pour l'exécution des travaux.
- L'entrepreneur pourra céder à des sous-traitants ou des travailleurs indépendants une ou plusieurs parties de son marché.
- Dans tous les cas, l'entrepreneur restera personnellement responsable et garant de la bonne exécution des ouvrages, tant envers le Maître de l'Ouvrage qu'envers les ouvriers et les tiers, et respectera les principes généraux de prévention conformément aux articles L.4121-1, L.4121-2 et L.4531-1 du Code du Travail.

1.3 PIECES MARCHES (AYANT SERVI A L'ELABORATION DU PRÉSENT P.G.C)

- Avant-Projet Définitif
- CCAP
- CCTP lots 1 à 10
- Plans marché

1.4 PRESENTATION DES INTERVENANTS

MAÎTRE D'OUVRAGE :

ETAT - MINISTERE DE LA DEFENSE

Service Infrastructure de la Défense

Direction d'Infrastructure de la Défense de Fort de France

Représentée par : **Monsieur le Directeur de la Direction d'Infrastructure de la Défense
de Fort de France**

ARCHITECTE :

ANONYM'ART ARCHITECTURE SARL

Résidence Algue Marine – bâtiment A2 – Appt 26

Rue de la Dorsale

97200 Fort de FRANCE

☎ : 05 96 60 90 22 - 📠 : 05 96 73 16 00

💻 : anonymart@anonymart.eu

CONDUITE D'OPERATION :

DIRECTION D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE

Section Maitrise d'Œuvre

Représentée par : **TSEF 1cl Rony MACARONUS**

☎ : 05 96 39 52 71

💻 : rony.macaraonus@intradef.gouv.fr

CONTRÔLEUR TECHNIQUE :

SOCOTEC

78 route de Bois rouge

97224 DUCOS

☎ : 05 96 42 78 02 - 📠 : 05 96 50 27 03

💻 :

Représentée par : **Monsieur**

COORDONNATEUR SPS :

Phases CONCEPTION et REALISATION

Mission de Niveau 2

**Suivant les dispositions des articles L.4531-1, L.4532-2 et R.4532-1 du Code du Travail
du 1^{er} mai 2008.**

GUEZ CARAIBES

Lotissement Oliver – Acajou

97232 – LE LAMENTIN

☎ : 05 96 50 97 70 - 📠 : 05 96 50 98 74

💻 : betmartinique@guezcaraibes.fr

Représentée par : **Monsieur Laurent DESALME, et Monsieur Sylvain HODOUL Monsieur**
Ci-après désigné "Le Coordonnateur Sécurité" en phase conception et réalisation

ENTREPRISES

Liste en annexe du PGCSPS

1.5 REGLEMENTS A RESPECTER PAR LES ENTREPRISES

(Liste non exhaustive)

- **Santé et Sécurité au Travail, prévention des accidents du travail suivant Code du Travail du 1^{er} mai 2008.**

Intégration de la sécurité, protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil

Respect des Principes Généraux de Prévention obligeant l'employeur à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs suivant article L.4121-1 du Code du Travail.

Evaluation des risques liés à l'activité de l'entreprise pour la santé et la sécurité des travailleurs, y compris dans le choix des procédés de fabrication et dans la définition des postes de travail suivant article L.4121-3 du Code du Travail.

Prise en compte de la capacité des travailleurs à mettre en œuvre les mesures de sécurité et de santé suivant article L.4121-4 du Code du Travail.

Information et formations dispensées aux travailleurs concernant les risques, pour la santé et la sécurité, liés à l'activité de l'entreprise suivant article L.4141-1 et L.4142-1 du Code du Travail.

Application de l'article L.4532-8 du code du travail faisant obligation d'établir un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la santé, fixant la liste de travaux comportant des risques particuliers pour les chantiers ou sont appelées à intervenir plusieurs entreprises.

Etablir, avant le début des travaux, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé suivant article L.4532-9 du Code du Travail.

Directives Européenne.

- **Hygiène et Sécurité du travail - lieux de travail**

Application de l'article L.4111-6 du Code du Travail concernant les dispositions d'application d'actions et de prévention concernant la santé des travailleurs, prévues à l'article L.4121-3 à L.4121-5

Conception des lieux de travail suivant article L.4211-1 et L.4211-2 du Code du Travail.

Obligation de l'employeur pour l'utilisation des lieux de travail suivant article L.4221-1 du Code du Travail.

Installations sanitaires, vestiaires et de restauration conformes aux dispositions des articles R.4228-1 à 25 du Code du Travail.

- **Mise en conformité des machines, équipement de travail et moyens de protection**

Suivant articles L.4311-1 à L.4321-5 du Code du Travail.

- **Prévention des Risques Chimiques, Biologiques, Exposition au bruit, Vibrations mécaniques**

Application des articles L.4411-1 à L.4441-1 du Code du Travail.

- **Hygiène et Sécurité dans les travaux du bâtiment et génie civil**

Principes de Préventions suivant article L.4531-1 du Code du Travail.

Déclaration Préalable suivant article L.4532-1 du Code du Travail.

Mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé suivant article L.4532-2 du Code du Travail.

Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage suivant article L.4532-16 du code du Travail.

Les dispositions générales et recommandations de l'Inspection du Travail et de la CGSS SERVICE PRÉVENTION en vigueur.

L'exécution des travaux traditionnels sera soumise aux dispositions du REEF, en particulier les DTU. Les fournitures devront répondre aux spécifications des Normes Françaises.

L'emploi des matériaux, procédés ou équipements nouveaux sera subordonné, soit à un avis technique, soit à défaut, à un accord du bureau de Contrôle confirmé par une attestation de prise en charge par les assurances.

- **Evacuation et élimination des déchets de chantier / Risque Amiante**

Suivant Principe Généraux de Prévention et Document Unique de l'entreprise tel que définis à l'article R.4121-1 du Code du Travail.

Elimination des déchets conformément à l'article L.541-2 du Code de l'Environnement.

Trier les déchets suivant la nomenclature des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'Environnement, et le décret N° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets, codifié aux articles R.541-7 à R.541-11 du Code de l'Environnement.

Collecter et répertorier les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R.1334-22, R.1334-27 et R.1334-28 du Code de la Santé Publique.

Dispositions particulières relatives à la prévention des risques d'exposition à l'amiante suivant article R.4412-94 et R.4412-95 du Code du Travail.

Interdiction d'emploi des salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée ou travail temporaire pour les opérations de désamiantage suivant article D.4154-1 du Code du Travail.

Maintenir le chantier propre en toute circonstance ainsi que les installations de chantier conformément à l'article R.4534-139 alinéa 2 du Code du Travail.

- **Covid-19 : Règles de sécurité**

- * Suivant le Décret n° 2020-260 du 16 mars 2020 portant réglementation des déplacements dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19

- * Suivant les Principes généraux de prévention, le Document Unique à mettre à jour et le Plan de Continuité des Activités à rédiger

- * Prise en compte des gestes barrières à adopter scrupuleusement sur le chantier (affichage à mettre en place sur l'ensemble du chantier)

1.6 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS INTERESSANT LE CHANTIER

En complément de la Déclaration Préalable (articles L.4532-1 et R.4532-3 du Code du Travail du 1er mai 2008) adressée par le Maître d'Ouvrage aux autorités administratives compétentes, 30 jours avant le début des travaux :

- **MAIRIE DE FORT DE FRANCE**
Boulevard Général de Gaulle
97200 – FORT DE FRANCE
☎ : 05 96 59 60 00 -
- **SERVICES TECHNIQUES**
Zone industrielle de la Jambette
97200 – FORT DE FRANCE
☎ : 05 96 50 12 41
- **CONCESSIONNAIRES :**
 - **EDF**
Place François Mitterrand, Immeuble Cascades
97248 FORT DE FRANCE
☎ : 05 96 59 36 10
 - **ORANGE**
ZI les Mangles Acajou
97232 LAMENTIN
☎ : 05 96 59 15 25
 - **ODYSSI**
7 rue des Arts et Métiers
97200 FORT DE FRANCE
☎ : 05 96 71 20 10
 - **SME**
Quart Place d'Armes
97232 LE LAMENTIN
☎ : 05 96 51 80 51
- **SERVICES ADMINISTRATIFS :**
 - **CAISSE GENERALE DE LA SECURITE SOCIALE**
Service Prévention des risques professionnels -
Place d'armes
97210 LAMENTIN CEDEX 02
☎ : 05 96 66 51 31 - 📠 : 05 96 51 54 00
 - **MEDECINE DU TRAVAIL**
B.P. 830 - Cité Dillon
97208 FORT DE FRANCE CEDEX
☎ : 05 96 70 18 05 / 71 84 38
 - **INSPECTION DU TRAVAIL**
Centre Administratif DELGRES
Route de la Pointe des Sables – BP 653
97263 FORT DE FRANCE
☎ : 05 96 71 15 00 - Fax : 05 96 71 15 10

- **SERVICES D'URGENCE :**

- **POLICE NATIONALE**

- 4, rue Victor Sévère
97200 FORT DE FRANCE
☎ : 05 96 55 30 00

- **GENDARMERIE NATIONALE**

- Route de Redoute
97 200 FORT DE FRANCE
☎ : 17

- **SAMU 972**

- Châteauboeuf
97 200 FORT DE FRANCE
☎ : 15

- **POMPIERS**

- Boulevard Adhémar Modhock
97200 FORT DE FRANCE
☎ : 18

- **CHUM LA MEYNARD**

- Route de Châteauboeuf
97200 FORT DE FRANCE
☎ : 05 96 55 20 00 ou 05 96 55 21 50

- La Déclaration Préalable d'ouverture de chantier sera adressée par le **Maitre d'Ouvrage** à :

- ☞ L'Inspection du Travail.

- ☞ La CGSS - Service Prévention

Autres Renseignements

Pour l'ensemble du présent PGC, l'Entreprise titulaire du lot 1 est considéré comme Entreprise Principale et sera désigné comme tel dans ce document.

1.6.1 PERMIS

Permis de construire N° **PC** du (**date**) délivré par nom Maître de l'Ouvrage
Travaux sur nouvelle construction.

1.6.2 AUTORISATIONS - DEMARCHES

Concernant les Voies et Réseaux Divers à réaliser préalablement à l'ouverture du chantier proprement dit, le chantier est soumis aux dispositions de l'article R.4533-1 du Code du Travail.

Les travaux correspondants sont délégués par le Maître d'Ouvrage à l'Entreprise Principale suivant les modalités prévues à l'article R.4533-1 du Code du Travail.

Les entreprises concernées par les raccordements aux réseaux qui leur seront nécessaires (voirie, eaux pluviales, adduction d'eau, téléphone, électricité, égouts, etc.), devront fournir à l'appui de leur offre toutes précisions sur ces raccordements en distinguant les besoins intéressant particulièrement la sécurité et la protection de la santé conformément aux dispositions des articles R.4533-3 à 4533-5 du Code du Travail.

Par ailleurs, l'entreprise titulaire du lot 10 VRD fera, conformément au CCTP VRD, toutes les formalités d'établissement d'autorisations et de contrats avec les Services Publics concernés nécessaires à l'exécution des

travaux et aux utilisations communes de chantier (y compris taxes éventuelles pour occupation de voirie ...), en complément de celles déjà effectuées par l'Entreprise Principale.

L'entreprise Principale devra s'acquitter de toutes démarches auprès du voisinage (autorisation de survol si utilisation d'une grue, constats ...).

Elle devra notamment, faire établir les divers branchements correspondant aux besoins du chantier, devra la fourniture et la pose des compteurs, devra s'occuper des autorisations de voirie, en accord avec les Services de Police, etc....

Elle devra mettre en place des « Hommes Trafic » pour toute intervention sur la voie publique.

De plus, elle devra mettre en place toutes les précautions nécessaires et adaptera sa méthodologie d'exécution des travaux, de façon à préserver les constructions existantes.

1.6.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

Chaque entreprise devra obligatoirement visiter les lieux et s'être parfaitement renseigné, avant sa remise de prix, de l'ensemble des sujétions inhérentes au site.

Les travaux ne devront pas apporter de nuisances au voisinage, en particulier en matière de bruit, poussière, entrave à l'accessibilité et à l'usage des terrains aux utilisateurs.

L'Entreprise Principale devra prévoir toutes les sujétions inhérentes à la maintenance de la circulation des usagers (véhicules et piétons) et des accès existants ainsi que toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité des riverains en cours des travaux.

Les différentes canalisations ou lignes existantes sur les lieux devront être déviées (avec accord des Services Publics) ou protégées mécaniquement aux frais de l'Entreprise Principale

1.6.4 DUREE GLOBALE DES TRAVAUX

Le délai global d'exécution des travaux est de douze (12) mois à partir de l'ordre de service général prescrivant l'ouverture du chantier.

Ce délai peut être prolongé en cas d'événements de force majeure selon l'article 1148 du Code Civil.

La période de préparation est de 2 mois et n'est pas comprise dans le délai global d'exécution.

Le nombre de jours d'intempéries prévisible est fixé à 10 jours suivant dispositions prévues au CCAP.

Des pénalités pour retard sont prévues au CCAP.

En cas de dérapage d'une entreprise entraînant un décalage du planning d'exécution, des réunions de coordination avec tous les intervenants concernés devront être effectuées.

1.6.5 NUMEROTATION DES LOTS OU SECTIONS TECHNIQUES

1.	Installation de chantier – Gros œuvre -Charpente métallique
2.	Couverture - Etanchéité
3.	Menuiseries extérieures - Serrurerie
4.	Cloisons – Faux plafonds - Menuiseries intérieures
5.	Electricité
6.	Plomberie - ECS - Ventilation
7.	Peinture – Parements intérieurs et extérieurs
8.	Carrelage - Faïence
9.	Ascenseur
10.	VRD

1.6.6 PREVISIONS

Nombre d'entreprises prévisible y compris sous-traitantes et artisanales : **15**

Rappel : Les entreprises sous-traitantes sont à déclarer par l'entreprise titulaire du marché.

Effectif moyen quotidien prévisible \geq **15 personnes**.

1.6.7 DECLARATIONS PARTICULIERES

Chaque entreprise devra établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux :

- Déclaration d'Intention de Commencer les Travaux (DICT).
 - Demandes d'arrêtés (préfectoraux, municipaux, ...).
 - Autorisations des concessionnaires.
 -
- (Liste non exhaustive).

2 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

2.1 HORAIRES DE TRAVAIL

L'article 5.2.3 du CCAP fixe les jours et les horaires de travail sur site. Les entreprises devront se conformer à cet article.

Une demande devra être formulée au Maître d'Ouvrage pour déroger à cette règle. Le Maître d'Ouvrage informera le lot concerné de sa décision par OS.

L'entreprise BATIMARK, ayant fait la demande et celle-ci ayant été acceptée, a l'autorisation de travailler le samedi de 7h à 13h.

2.2 COVID-19

- **Autorité et responsabilités** : le code du travail impose aux chefs d'entreprise de prendre les mesures de prévention adaptées pour assurer la préservation de la santé de ses salariés.
 - La suspension de l'activité du chantier, sa reprise ou sa continuation restent du ressort du maître d'ouvrage.
 - La coordination générale du chantier doit être assurée par le maître d'œuvre ou son représentant.
 - Le respect des mesures de protection sanitaire contre le COVID-19 (protections individuelles, gel etc...) restent de la responsabilité du chef d'entreprise. Il appartient à l'encadrement et au personnel de chantier d'une manière générale, d'intervenir en cas de défaut d'application des gestes barrières.
- Le Coordonnateur SPS n'a pas de compétences particulières en épidémiologie et en santé publique, mais en prévention des risques professionnels. Les mesures ci-après sont l'application des consignes sanitaires et des gestes barrières diffusés largement. Elles contribuent à la limitation uniquement du risque de transmission du COVID-19. Elles n'ont pas de caractère exhaustif.
- **Conditions d'intervention du coordonnateur SPS** : La mission continue et ne sera suspendue qu'en cas de notification d'arrêt de chantier de la part du maître d'ouvrage.

2.3 PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION APPLICABLES AU CHANTIER DE L'OUVRAGE

- Les principes généraux de prévention édictés dans l'article L.4121-2 du Code du Travail rappelés ci-après, devront être pris en compte par l'ensemble des intervenants, tant au cours de la phase de conception, d'étude et d'élaboration du projet, que pendant la réalisation des ouvrages, c'est-à-dire :
 - 1) Eviter les risques.
 - 2) Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
 - 3) Combattre les risques à la source.
 - 4) Adapter le travail à l'homme.
 - 5) Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
 - 6) Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui est moins dangereux.
 - 7) Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral tel que défini à l'article L.1152-1 du Code du Travail.
 - 8) Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.

- 9) Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

2.4 MISSION DU COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

- Le Coordonnateur SPS n'a pas de pouvoir de commandement direct à l'encontre des entreprises. Il fera donc ses observations aux entreprises concernées par le biais du Registre Journal, et les entreprises apposeront leur signature sur les éléments présentés. A cet effet, lors de l'inspection commune, les entreprises indiqueront au Coordonnateur SPS le nom de la personne habilitée à contresigner les observations faites par le Coordonnateur SPS.

2.4.1 ROLE DU COORDONNATEUR SPS LORS DE LA PHASE DE CONCEPTION

- Le rôle imparté au Coordonnateur lors de la phase de conception est défini par les articles R.4532-4 du Code du Travail. Il fait l'objet d'un contrat de mission confiée par le Maître d'Ouvrage, en date du 24/08/2009.
- Le coordonnateur sera associé, pendant toutes les phases de l'élaboration et de la conception du projet, à la mise en œuvre des principes généraux de prévention, afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes qui interviennent sur le chantier. Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques suivant l'article L.4531-1 du Code du Travail. L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités de chacun des participants à l'opération.

2.4.2 ROLE DU COORDONNATEUR SPS LORS DE LA PHASE DE REALISATION

- Le rôle imparté au Coordonnateur lors de la phase de réalisation est le même que celui de la phase conception complété des articles L.4532-2 et L.4532-3 du Code du Travail.
- L'autorité du coordonnateur relève donc directement du Maître d'Ouvrage et lui confère les pouvoirs suivants :
 - Pouvoir de convoquer les intervenants.
 - Pouvoir d'arrêt immédiat du poste de travail dans tous les cas de danger grave ou imminent.
 - Pouvoir de proposer toutes pénalités, sanctions, amendes prévues aux marchés des entreprises pour :
 - Retards, absences aux réunions, convocations
 - Retards remise de documents nécessaires à la réalisation de la mission SPS et en particulier les documents nécessaires à la constitution de Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).
 - Non-respect des dispositions, des instructions, des consignes faites dans le cadre de la mission SPS y compris l'application des mesures définies dans les PPSPS des entreprises ou dans le PGC.
 - Pouvoir de faire nettoyer le chantier par toutes entreprises à la charge de celle(s) dont la carence sera constatée.
 - Pouvoir d'interdire sur le champ l'accès au chantier à toutes personnes ou entreprises non autorisées (notamment en cas de non remise de PPSPS).
 - Pouvoir, pour la durée du chantier, d'engager pour le compte du Maître d'Ouvrage des dépenses urgentes pour éviter des risques importants et satisfaire aux règles d'hygiène, de sécurité et protection de la santé. Ces dépenses pourront être retenues sur le montant des travaux des entreprises dont la carence est constatée.

2.5 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

- Toutes les entreprises, tous les sous-traitants (agrément de la part du Maître d'Ouvrage) et tous les travailleurs indépendants désignés, connus et agréés seront accueillis par le Coordonnateur Sécurité. Il sera, alors, procédé à l'inspection commune, préalablement à toute intervention sur chantier suivant les articles R.4512-2 et R.4512-3 du Code du Travail.
- Outre la connaissance de ce présent Plan Général de Coordination (et/ou de son évolution ultérieure) le représentant de chaque intervenant prendra connaissance de la mission du Coordonnateur Sécurité, de son rôle exact et des obligations de l'entreprise vis-à-vis de celui-ci (remise de documents, PPSPS, registre-journal, dossier d'intervention ultérieure, présence à des réunions spécifiques, etc...).
- De plus, chaque entreprise désireuse de sous-traiter une partie de son marché ne pourra le faire qu'aux conditions spécifiées dans le CCAP.
- **Toutes les entreprises devront prendre les mesures de prévention adaptées pour assurer la préservation de la santé de leurs salariés et la stricte exécution des gestes barrières pour la lutte contre la propagation du Covid-19**
- Le rôle du coordonnateur dans la législation oblige contractuellement les entreprises, qu'elles soient traitantes, sous-traitantes ou indépendantes (artisans), à participer activement à cette coordination :
 - En transmettant au coordonnateur tous les éléments permettant d'établir le Dossier d'Intervention Ultime sur l'Ouvrage (DIUO) se rapportant à leurs marchés, ainsi qu'à leurs travaux réellement exécutés.
 - En participant aux réunions d'organisation de la coordination provoquées par le coordonnateur.
 - En assistant à la visite d'Inspection Commune préalable à toute intervention sur le chantier.
 - En rédigeant le Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé avant le début de leurs travaux.
 - En laissant en permanence, et à la disposition du Coordonnateur les registres obligatoires tenus à jour (registre de l'inspecteur du travail, registre d'observations des travailleurs, registre de sécurité, registre du personnel).

2.6 PLAN GENERAL DE COORDINATION (PGC)

- Toutes les entreprises intervenant sur le chantier sont soumises à l'application de ce PGC. En fonction de l'évolution des travaux, le PGC sera mis à jour. Le PGC étant joint à l'appel d'offres, toute entreprise qui désignerait un sous-traitant ou autre partenaire pendant l'exécution des travaux a l'obligation de lui transmettre un exemplaire en vigueur du PGC.

2.7 INSPECTION COMMUNE (ICP)

- Toute entreprise destinée à intervenir sur le chantier devra participer à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS avant le démarrage de ses travaux. Par entreprise, on entend les titulaires de marchés, les co-traitants, les sous-traitants et les travailleurs indépendants.
- Pour cela, chaque entreprise prendra contact avec le Coordonnateur SPS suffisamment tôt pour convenir d'une date d'inspection commune. A défaut d'inspection commune, l'entreprise pourra se voir refuser l'accès au chantier et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation en cas d'éviction.
- Les prestataires et locataires divers ne sont pas tenus de faire une inspection commune avec le Coordonnateur SPS. Par contre, ils recevront impérativement les consignes de sécurité par l'entreprise qui les aura mandatés. La transmission de ces consignes sera alors formalisée par l'entreprise dans son PPSPS.
- Sauf dans le cas d'exception laissé à l'appréciation du Coordonnateur SPS, l'entreprise devra s'organiser pour garder un délai de 10 jour ouvrable avant le début des travaux pour faire l'inspection commune.
- Si ce délai n'est pas respecté, le Coordonnateur SPS pourra refuser le rendez-vous proposé par l'entreprise, en fixer un autre à une date différente et demander au Maître d'Ouvrage de refuser l'accès au chantier à l'entreprise concernée.

2.8 PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

- Chaque entreprise, y compris sous-traitante et artisanale appelée à intervenir à un moment quelconque sur le chantier devra, avant le début des travaux, adresser au coordonnateur un Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS) relatif aux travaux qui le concerne.
- Préalablement à la rédaction de ce plan, chaque entreprise devra avoir procédé à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS lors de la réalisation de l'ouvrage, afin d'y intégrer les mesures particulières et consignes à observer. Cette inspection pourra se dérouler en même temps que la 1ère réunion de chantier.
- L'entreprise tiendra également compte pour la réalisation de son PPSPS :
 - Du Plan Général de Coordination (PGC) et de ses annexes (fournis avec le DCE).
 - Des PPSPS du lot Gros Œuvre et des lots de travaux à risques particuliers.
 - Du chapitre III du présent PGC.
- Les entreprises devront transmettre leur PPSPS à leurs sous-traitants (y compris artisans) pour qu'eux-mêmes établissent leur PPSPS avant leur intervention sur le chantier si minime soit-elle.
- Les entreprises devront décrire et annexer dans leurs PPSPS, les mesures de sécurité pour la mise en œuvre des gestes barrières

2.9 TRAVAUX PREALABLES DE VOIRIES ET RESEAUX DIVERS

Conformément à l'article R.4533-1 du code du travail, le Maître d'Ouvrage prend les mesures nécessaires avant le début des travaux des entrepreneurs. Celles-ci sont :

- Une voie d'accès constamment praticable et convenablement éclairée, prolongée dans le chantier pour permettre aux travailleurs d'accéder aux zones où sont installés les divers locaux qui leur sont destinés.
- Les points de raccordement de la zone chantier aux réseaux extérieurs (un point de raccordement pour chaque réseau) :
 - Eau potable.
 - Electricité.
 - Eaux usées - Eaux vannes.

2.10 MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE ET LE COORDONNATEUR EN CONCERTATION AVEC LE MAITRE D'OUVRAGE

2.10.1 CALENDRIER GÉNÉRAL PRÉVISIONNEL D'EXECUTION TCE

Le planning général, Tous Corps d'Etat, prévisionnel d'exécution des travaux proposé par le Maître d'Ouvrage, est défini dans le dossier de consultation.

Un planning détaillé de chantier sera réalisé par le Maître d'Œuvre et les entreprises pendant la période de préparation du chantier.

En cas de dérapage d'une entreprise entraînant un décalage du planning, des réunions de coordination avec tous les intervenants concernés devront être effectuées, de manière à prendre les dispositions pour résorber

le retard pris tout en considérant les nouveaux risques induits par les nouvelles conditions (horaires, coactivité).

Les travaux se feront pendant les heures prévues au règlement sanitaire départemental et conformément aux éventuels arrêtés préfectoraux pris en faveur de la protection contre le bruit.

Des pénalités pour retard sont prévues au CCAP.

2.10.2 DEFAILLANCE D'ENTREPRISES

Les dispositions prises en cas de carence d'une entreprise sont spécifiées dans le CCAP.

Les contestations et résiliations se feront selon les dispositions du CCAP.

L'entreprise remplaçante devra se conformer aux exigences du présent Plan Général de Coordination.

2.10.3 MESURES D'ORGANISATION GENERALE - SUJETIONS LIEES AU SITE

Maintenance de la circulation des usagers, exploitants et riverains.

Dispositifs de signalisation temporaire routière et de protection du chantier à l'intérieur et à l'extérieur du site.

Mise en place et maintenance de ces dispositifs pour assurer la sécurité des usagers en cours des travaux.

Accès chantier :

- L'accès aux différents sites de réalisation s'effectuera suivant plans de phasages du chantier.
- Toute personne étrangère à la construction du bâtiment neuf sera interdite sur le site (« chantier interdit au public »).
- L'entrée actuelle sera aménagée par l'Entreprise Principale.

Cantonement, locaux de chantier, zone de stockage et d'évacuations suivant plan d'installation de chantier de l'Entreprise Principale.

Contrainte particulière vis-à-vis de la protection du public (bâtiment restant en activité) : palissades, zones de circulation protégées, plan d'aménagement de l'Entreprise Principale.

Démolitions, aménagements des existants : stabilité de la structure existante conservée - mode opératoire précis.

Phasage particulier lors de l'exécution des travaux de Charpente / Couverture, mise en place de sécurité (protection contre les chutes de grandes hauteurs) à l'avancement du chantier.

Zone d'évolution des engins de chantier.

Approvisionnements lourds : définition entre l'entreprise et le coordonnateur des conditions d'accès et de mise en place.

Présence de grues à tour, de grues mobiles, d'autres moyens de levage.

Interdiction de survol de zones spécifiques (école,).

Recommandations particulières vis-à-vis des concessionnaires.

Analyse des situations de travail afin d'éviter les manutentions manuelles et mieux organiser les postes de travail.

etc....

- Toutes ces mesures seront arrêtées en phase de mise au point de marché, avant exécution.

3 MESURES DE COORDINATIONS PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1 RESPONSABILITE DES ENTREPRISES

- Le Maître d’Ouvrage et/ou le Maître d’Œuvre tiendront informés le Coordonnateur SPS des nouvelles entreprises sous-traitantes agréées.

3.1.1 PREVENTION DES RISQUES D’ACCIDENTS DE TRAVAIL

Dans le cadre de son obligation de sécurité de résultat, l’employeur est tenu de mettre en œuvre les principes généraux de prévention prévus par le Code du travail, et notamment supprimer ou limiter les expositions des travailleurs aux risques physiques, chimiques ou biologiques à l’origine de maladies professionnelles. Les employeurs sont également tenus d’informer et de former les travailleurs sur les dangers et les moyens de prévention mis en œuvre au niveau de leurs postes de travail.

3.1.2 PREVENTION DES RISQUES D’ACCIDENTS DE TRAJET

La prévention des accidents de trajet peut notamment consister à :

- Instaurer des moyens de transport collectif du personnel
- Aménager les circulations et les accès
- Assurer des vérifications périodiques des véhicules du personnel
- Aménager le temps de travail
- Sensibiliser les salariés au respect du code de la route

3.2 CO-ACTIVITES ET PROTECTIONS COLLECTIVES

3.2.1 ORGANISATION DE LA SECURITE COLLECTIVE

Toutes les protections collectives doivent être conçues, mises en oeuvre et entretenues pour respecter les dispositions suivantes :

- Les protections collectives sont toujours mises en oeuvre préalablement à l’apparition du risque inhérent à l’activité ou aux travaux entrepris par l’entrepreneur.
- Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l’entrepreneur, celui-ci s’engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu’il a mises en oeuvre.

Chaque entreprise devra transmettre les consignes à l’entreprise appelée à lui succéder qui assurera la maintenance des protections. Celle-ci devra s’assurer que les protections mises en place pendant toute la durée de son intervention sont suffisantes et adaptées aux travaux à réaliser.

3.2.2 DEPLACEMENT DE PROTECTIONS COLLECTIVES

Au cas où une tâche nécessiterait le déplacement ou l’enlèvement d’un dispositif de protection collective, l’entreprise (ou son sous-traitant) devra présenter la méthodologie qu’elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu’elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu’elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective devront être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois le dispositif mis en place.

L'entreprise devra installer, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avérera nécessaire.

Par exemple, les garde-corps mis en place dans les baies des fenêtres ou des gaines d'ascenseurs, des mezzanines, du mur rideau, devront permettre la pose des menuiseries et des garde-corps définitifs.

3.2.3 DISPOSITION EN CAS DE CARENCE D'UNE ENTREPRISE

En cas de carence d'une entreprise, pour l'établissement de protections collectives ou nettoyage tel qu'il est défini, et dont l'absence est de nature à causer un risque pour les autres entreprises, l'entreprise est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre le mettront en demeure de pallier ce non-respect des règles de sécurité dans l'heure qui suit le constat.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

3.2.4 TRAVAUX SUPERPOSES

Autant que possible les travaux superposés seront évités dans le calendrier de travaux.

Dans le cas d'impossibilité, l'entreprise travaillant en partie haute prendra les dispositions pour installer et entretenir les dispositifs destinés à assurer la protection des personnels situés en dessous.

En particulier, pour les lots structures, des dispositions seront organisées et mises en place lors de la pose des poutres.

Chaque cas sera examiné par le Maître d'Œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS.

D'une manière générale, avant de réaliser des travaux en hauteur, les entreprises interdiront toute circulation de personnes en dessous et à l'aplomb des postes de travail. Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place – puis la maintenance – de clôtures (éventuellement amovibles) rigides.

3.2.5 MISE EN ŒUVRE DE PRODUITS DANGEREUX

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels du chantier (enlèvement de matériaux amiantés, traitement à la chaux, flocage, sablage, utilisation de substances toxiques ou inflammables, soudure, etc.) devront isoler leurs zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état (obligation de moyens et de résultats).

Les entreprises indiqueront dans les P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion. Le P.P.S.P.S. :

- Une copie des fiches de données sécurité de ces produits.
- Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettront en œuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion,
- Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'utilisation de ces produits dangereux.

3.2.6 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES

3.2.1 PREVENTION DES RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES

Les travaux devront s'effectuer dans les locaux ventilés.

Evaluer tous les risques liés à la manutention manuelle pour les supprimer ou les réduire

Assurer une formation et un suivi médical spécifiques aux salariés exposés.

Utilisation de ciments à faible taux de chrome hexavalent (traité par ajout de sulfate ferreux),

Limitation des contacts avec les ciments,

Diminution de l'empoussièrement au poste de travail.

Substituer les composés par des produits moins dangereux,

Adapter les procédés mis en œuvre afin de limiter les contacts entre les opérateurs et les polluants : mécanisation, automatisation...,

Diminuer les émissions de poussières, vapeurs et aérosols : encoffrement et captage au plus près de la source d'émission,

Prévoir des équipements de protection individuelle adéquats : vêtements de protection, gants, lunettes...,

Instruire le personnel sur les risques présentés par les composés et sur les précautions à prendre aux postes de travail

Réduire les vibrations au moyen de :

- dispositifs techniques limitant les vibrations soit à la source (équilibreurs de balourd), soit lors de leur transmission de la machine à l'homme (isolation des parties vibrantes, poignées antivibratiles).

- un entretien régulier de la machine (en particulier du système antivibration),

- un affûtage régulier des outils et un équilibrage des meules (parties tournantes)

Améliorer l'ergonomie et réduction de l'exposition

3.2.2 PROTECTIONS PRINCIPALES PAR TYPE DE TRAVAUX

Chaque entreprise devra détailler précisément dans son P.P.S.P.S. les protections collectives et les moyens qu'elle mettra à disposition de son personnel et veillera à réaliser une continuité et une homogénéité des protections lors de l'intervention des autres entreprises.

Indépendamment du fait que chaque entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés, les mesures suivantes, définissant le rôle de chaque entreprise, seront appliquées.

Détail par corps d'état

Cette liste n'est pas exhaustive et ne dispense pas les entreprises de prendre toutes les dispositions complémentaires aux conditions de sécurité indispensables sur le chantier.

VRD – TERRASSEMENTS

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTIONS PROPOSES
Travaux de voiries assainissement, trottoirs	Heurt	<ul style="list-style-type: none"> • Demande des DICT. retour des DICT avant toute intervention.
	Poussière	<ul style="list-style-type: none"> • Délimitation et balisage des zones d'interventions.
	Chute	<ul style="list-style-type: none"> • Nettoyage permanent des voiries aux abords du chantier. • Mise en place d'une signalisation conforme au Code de la Route et Guide SETRA, en particulier aux accès et Sorties de chantier. Celle-ci sera visible de nuit et un contrôle de celle-ci sera effectué chaque jour. • Protection des tampons par tôles acier "type lourd" sur voirie à proximité des passages d'engins.
	Circulation piétons	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un accès piétons différent de l'accès engin • Pose des signalisations et signalétiques permettant la sécurité des piétons (passages piétons, panneaux indiquant les accès...). • Les regards restants ouverts seront protégés (balisés ou obturés).
	Chutes des personnes	<ul style="list-style-type: none"> • Balisage et protection des fouilles restant ouvertes. Balisage à 1 mètre en retrait avec un balisage visible de nuit. • Protection ou crossage des aciers. • Installation de passerelles de franchissement des tranchées en nombre suffisant.
	Eboulement	<ul style="list-style-type: none"> • Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être blindées, étrépillonnées ou étayées et selon nature du terrain.
	Accès Réseaux existants	<ul style="list-style-type: none"> • Accès en fond de fouille à l'aide d'une échelle fixée en pied. • Repérage, signalisation, balisage et protection
	Electrisation	<ul style="list-style-type: none"> • Alimentation à partir des coffrets relais ou à partir de groupes électrogènes raccordés à la terre • Les appareils auront un niveau suffisant pour être utilisés en milieu humide.
	Arrivée d'eau	<ul style="list-style-type: none"> • Pompage.
	Instabilité ou éboulement	<ul style="list-style-type: none"> • Stabilité des sols d'évolution des véhicules à proximité des fouilles. • Eviter le stockage à proximité des fouilles.
Rotation des engins	Collision	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic.
	Evolution d'engins	<ul style="list-style-type: none"> • Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier.
Voirie		<ul style="list-style-type: none"> • La chaussée doit rester propre ; la nettoyer régulièrement (balayeuse) et à chaque demande du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS.

GROS OEUVRE

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTIONS PROPOSES
Installation de chantier	Sécurité des personnes	<ul style="list-style-type: none"> Mise en place conformément au paragraphe Plan d'installation de chantier.
		<ul style="list-style-type: none"> Mise en place des protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement à tous travaux, en tenant compte des interventions futures. Mise en place des signalisations réglementaires Stabilité du sol et compactage à exécuter à l'extérieur du bâtiment avant tout travail de hauteur pour assurer accès aux postes de travail et stabilité des équipements.
Travaux par points chauds et de flamme nue	Incendie	<ul style="list-style-type: none"> Obligations formelles : extincteur homologué et vérifié à portée de mains. Personnes formées au maniement des extincteurs, s'assurer qu'aucun matériaux combustible soit situés sur la zone de travaux ou à proximité. Mise en place de protection contre le risque d'éblouissement et le danger de rayonnement ultraviolet, pour les travaux de soudage à l'arc. Afin de protéger les employés et les riverains.
Trémies	Chute	<ul style="list-style-type: none"> Les ouvertures sur plancher devront être obturées par des matériaux suffisamment résistants et fixés au support. Si leurs dimensions sont supérieures à 0,25 dm², elles seront protégées à l'aide de garde-corps. Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées. (Dalle béton cellulaire, etc...) ou obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...
Protections collectives	Chute	<ul style="list-style-type: none"> La pose des protections collectives s'effectuera simultanément à l'avancée des travaux. Leur positionnement doit tenir compte de l'emplacement des menuiseries extérieures et des garde-corps définitifs afin d'assurer en toute sécurité la pose des éléments sans dépose anticipée (ex : pose des garde-corps définitifs, pose des menuiseries extérieures...).
Maçonnerie Parpaings	Chutes liées à la pose	<ul style="list-style-type: none"> Balisage de la zone de pose des maçonneries. Hauteur limitée à 7 rangs de parpaings ou étaielements. Etalement des pointes de pignons.
Terrassements – circulations engins	Liées à la rotation des engins	<ul style="list-style-type: none"> Séparation physique des accès piétons et engins. Stabilité de la zone d'évolution des engins (piste en dur). Nettoyage journalier des routes aux abords du chantier. Mise en place de toutes signalisations extérieures (Abord du bâtiment) et intérieures aux bâtiments, y compris accès public et chantier Travaux en façade : Compactage et stabilité du sol à assurer préalablement aux travaux sur 3 m de large en périphérie du bâtiment pour sécuriser les interventions à l'aide d'échafaudage ou de nacelle.

	Chute de plain-pied	<ul style="list-style-type: none"> • Veillez à ne pas encombrer les circulations de chutes de matériaux (découpes aciers, treillis soudés etc...).
	Instabilité du terrain, écoulement	<ul style="list-style-type: none"> • Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être blindées, étrésillonnées ou étayées et selon nature du terrain.
Aciers en attente	Empalement	<ul style="list-style-type: none"> • Têtes crossées ou protection par capuchons PVC. Les mesures prises doivent être dessinées sur les plans d'étude et d'exécution des armatures.
Coffrages divers	Ecrasement	<ul style="list-style-type: none"> • Condamner la zone à l'aplomb lors du coulage plancher.
Bétonnage		<ul style="list-style-type: none"> • Limiter l'accès aux personnes lors des opérations de décoffrage
Etalement		<ul style="list-style-type: none"> • Le décoffrage doit être totale (ne pas laisser d'élément en suspension précaire).
Travaux de finition	Chute de personnes	<ul style="list-style-type: none"> • Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux • Utilisation d'échafaudages ou P.I.R. conformes (montés et démontés dans les règles de l'art, par une personne formée et habilitée au matériel) installés sur une plateforme stable et plane.
Coffrage plancher (s) d'étage (s)	Chute de personnes	<ul style="list-style-type: none"> • Installation des protections collectives périphérique avant intervention. Leur positionnement doit tenir compte de l'emplacement des menuiseries extérieures et des garde-corps définitifs afin d'assurer en toute sécurité la pose des éléments sans dépose anticipée. • Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou de tout autre mode de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux
Coulage – Traitement des fondations	Co activité	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer un cheminement sécurisé au poste de travail (passerelle de franchissement de fouille, accès en fond de fouille...). • Une ou plusieurs rampes d'accès véhicules sera réalisée avant travaux.
Décoffrage planchers, (trémies ouvertures sur baies, gaines ascenseur	Chute suite à la dépose des protections collectives incorporées au coffrage	<ul style="list-style-type: none"> • Repose de protections collectives concomitamment au décoffrage.
Utilisation de petits matériels électriques	Electrisation	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation d'appareil étanche. • Alimentation à partir des coffrets relais ou à partir de groupes électrogènes et raccordés à la terre. • La chaussée doit rester propre ; la nettoyer régulièrement et à chaque demande du Maître de l'Ouvrage, du Maître de l'Œuvre et du Coordonnateur SPS
Voirie		

CHARPENTE / COUVERTURE / ETANCHEITE

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTIONS PROPOSES
Zone de stockage	Ecrasement	<ul style="list-style-type: none"> • Les matériaux se trouvant sur le chantier ne doivent être ni empilés ni disposés d'une manière pouvant mettre des personnes en danger, Art. 14. décret du 8 janvier 1965. • Neutraliser totalement la ou les zones d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber. • Préciser les zones de stockage et la position éventuelle du stockage de propane.
Travaux charpente de couverture et d'étanchéité	Chutes de hauteur	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place des protections collectives contre les chutes (garde-corps, filet, ...) • Montage des structures au sol • Mise en place des protections individuelles (harnais) pour les personnes habilitées (formation obligatoire). • Mise en place de dispositifs de récupération ou de rejet des eaux de pluies au cas où les raccordements des EP n'auraient pu être réalisés en même temps que les étanchéités (cette remarque est valable également pour les travaux de couverture hors procédé particulier d'étanchéité tel bac acier, asphalte, etc...). • Préciser les moyens nécessaires à la sécurité incendie en cas d'utilisation de poste de soudage ou de chalumeaux (mise à disposition d'extincteurs conformes à la réglementation à proximité immédiate du poste de travail). • Le personnel doit être qualifié et apte médicalement pour les travaux de grande hauteur. • Mise en place des éléments à l'aide de nacelles élévatrices réglementaires et entretien, de platelages pour chemin de circulation, de plates-formes de travail, de filets en nappe et en périphérie, de garde-corps, de surface de recueil en bas de pente. • Protection des trémies (des lanterneaux et exutoires) • Découpage au chalumeau, à la tronçonneuse : matériel conforme aux normes NF, port de protections individuelles – balisage zone d'intervention – extincteurs à proximité. • Présence d'extincteurs à proximité des postes de travail.
Opérations de levage		<ul style="list-style-type: none"> • Neutraliser totalement la ou les zones d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptibles de tomber. • Guidage de la manœuvre par un chef levagiste. • Approvisionnement sur une recette sécurisée. • Aucun approvisionnement ne pourra se faire au-dessus d'un accès. • Utilisation des accessoires de levages adaptés. • Prendre des dispositions et mesures pour éviter les projections de matières et de matériaux. • Un chef de manœuvre doit être présent lors du levage des éléments. • Les éléments de stabilité devront être mis en place en priorité, sinon prévoir un haubanage provisoire.

Mise en place des éléments	Chutes d'éléments	<ul style="list-style-type: none"> • Eviter les travaux par grand vent. • Pas de superposition de tâche avec d'autres intervenants • Pose des éléments : Balisage au sol des zones en tenant compte de la courbe de chutes.
Engins de levage	Chute de matériaux Renversement de l'engin	<ul style="list-style-type: none"> • Personne habilitée à conduire • Examens d'adéquation. • DICT • Registre de sécurité des engins.
Accès toiture		<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'échelle à crinoline sur façade • Mise en place d'escaliers extérieurs ou de tour d'escalier pour les toitures les plus hautes.

MENUISERIES EXTERIEURES & INTERIEURES

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTIONS PROPOSES
Travaux de hauteur	Chutes	<ul style="list-style-type: none"> • Neutraliser totalement la ou les zones d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber.
Zone de stockage	Ecrasement	<ul style="list-style-type: none"> • Les matériaux se trouvant sur le chantier ne doivent être ni empilés ni disposés d'une manière pouvant mettre des personnes en danger, Art. 14. décret du 8 janvier 1965. • Neutraliser totalement la ou les zones d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptibles de tomber.
Opérations de levage		<ul style="list-style-type: none"> • Guidage de la manœuvre par un chef levagiste. • Approvisionnement sur une recette sécurisée. • Aucun approvisionnement ne pourra se faire au-dessus d'un accès.
Mise en place des menuiseries extérieures	Chutes d'éléments	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de superposition de tâche avec d'autres intervenants en façade. • Pose des éléments : Balisage au sol des zones en tenant compte de la courbe de chute.
Soudure à l'arc	Eblouissement et rayon Ultraviolet	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place d'écrans protecteurs contre le risque d'éblouissement et le danger de rayonnement ultraviolet, pour les travaux de soudage à l'arc afin de protéger les employés et les riverains comme le prévoit l'article R.4534-33.
	Incendie	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation d'extincteur homologué et vérifiée par poste de travail (à portée de mains). • Permis de feu.
Découpe bois	Poussière	<ul style="list-style-type: none"> • Les Travaux dégageant de la poussière de bois doivent se faire dans une zone confinée, ventilée et à l'aide d'EPI (Masque à poussière et lunette).

	Incendie	<ul style="list-style-type: none"> Le nettoyage doit être effectué à l'aide d'aspirateurs.
--	----------	---

ELECTRICITE – ANTENNES

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTION PROPOSES
Travaux d'électricité et utilisation de matériels électriques	Risques électriques	<ul style="list-style-type: none"> Mise à la terre des groupes électrogènes Utilisation d'appareil étanche pour les interventions soumises aux intempéries. Concernant les travaux de saignées, prendre les mesures nécessaires afin d'éviter les poussières (travaux sur existant). Intervention sous réseau consigner et s'assurer de la consignation avant intervention Intervention sur les tableaux sous tension, balisages des zones et signalétiques de sécurité, les travaux se feront hors tension, consignation des tableaux.
Interventions en toiture ou à proximité d'un vide	Chutes	<ul style="list-style-type: none"> Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées. S'assurer de la présence de protections collectives avant intervention. Si l'entreprise prévoit une intervention à l'aide d'EPI, celle-ci devra préciser son mode opératoire dans son P.P.S.P.S.

CLIMATISATION – VMC – PLOMBERIE

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTIONS PROPOSES
Mise en œuvre des canalisations (bâtiment industriel) et matériaux (tuyauterie, etc...)	Risques de chutes de plain – pied	<ul style="list-style-type: none"> Tout élément installé en attente doit dépasser de 1 m le niveau du plancher. Veillez à ne pas encombrer les circulations des chutes de matériaux (découpe tuyaux, PVC, cuivre etc...). Neutraliser totalement la ou les zones d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber (y compris étage inférieur).
Trémies, réservations Intervention dans des fouilles	Risque de chutes de matériaux	<ul style="list-style-type: none"> Après passage des éléments sur le plancher, mise en sécurité contre le risque de chute de plain-pied.
Manutention des bouteilles de gaz, travaux à la flamme et à point chaud	Chutes de personnes et matériaux	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer que la fouille soit sécurisée avant intervention.
	Incendie	<ul style="list-style-type: none"> Utilisation d'extincteur homologué et vérifiée par poste de travail (à portée de mains).

	Explosion	<ul style="list-style-type: none"> • Hors service, les bouteilles seront munies de leur capuchon protecteur.
	Brûlures	<ul style="list-style-type: none"> • Les bouteilles seront stockées debout et amarrées • Soudure à l'arc : Mise en place d'écrans protecteurs contre le risque d'éblouissement et le danger de rayonnement ultraviolet, pour les travaux de soudage à l'arc, afin de protéger les employés et les riverains. comme le prévoit L'article R.4534-33. • Ventilation mécanique ou naturelle dans les locaux exigus (vide sanitaire, sanitaire, etc...) • S'assurer qu'aucun matériau combustible est situé sur la zone de travaux ou à proximité. • Permis de feu établi par le chef d'établissement. • Inspection des lieux après travaux par point chaud.

PLATRERIE

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTIONS PROPOSES
Trémies, réservation	Risques de chutes Intoxication	<ul style="list-style-type: none"> • Après passage des éléments sur le plancher, mise en sécurité contre le risque de chute. • Planifier la prévention, afin d'assurer les accès aux étages. • Port des EPI adaptés
Utilisation de produits toxiques et dangereux		<ul style="list-style-type: none"> • Accueil sécurité au personnel (information et formation aux risques et modes opératoires à employer). • Evacuation des déchets toxiques dans une benne spécifique.

PEINTURE – REVETEMENTS MURAUX – SOLS SOUPLES

DIFFICULTES TECHNIQUES PARTICULIERES	RISQUES IDENTIFIES	MOYENS DE PROTECTIONS PROPOSES
Utilisation de produits à base de solvants	Intoxication due au solvant	<ul style="list-style-type: none"> • Mesures de prévention appropriées aux produits employés. • Ventilation naturelle ou mécanique des locaux et des zones de stockage. • Annexé les copies des Fiches de Données de Sécurité des produits utilisés, au PPSPS.
	Inflammable Explosion	<ul style="list-style-type: none"> • Pas de source de chaleur à proximité, lors de l'utilisation des produits et de stockage
Découpe revêtement de sols souples	Chute de plain-pied	<ul style="list-style-type: none"> • Intervention dans une zone prévue à cet effet, en aucun cas, la découpe se fera en gênant les accès.

	Intoxication due à l'application des joints soudés à chaud	<ul style="list-style-type: none"> • Ventilation naturelle ou mécanique des locaux et des zones de stockage.
Pose carrelage et faïence		<ul style="list-style-type: none"> • Intervention à phaser, afin d'assurer la circulation des ouvriers aux différents postes de travail.
		<ul style="list-style-type: none"> • Voir position des montants des garde-corps escalier (paliers...).
Peinture fraîche si locaux en activité		<ul style="list-style-type: none"> • Prévenir à l'aide d'affiche sur toutes les zones en travaux que la peinture est fraîche.

3.3 PROTECTIONS INDIVIDUELLES

Toute personne entrant sur le chantier devra être équipée des protections individuelles adaptées (soit au minimum les chaussures de sécurité et casque de chantier).

3.4 LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS

3.4.1 APPROVISIONNEMENTS

Les approvisionnements seront définis et organisés en accord avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre, le Coordonnateur SPS et l'entreprise.

3.4.2 MISE EN COMMUN DE MOYENS DE LEVAGE

A soumettre au Maître d'Ouvrage, au Maître d'Œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS.

La mise en commun de moyens entre intervenants du chantier (levage, échafaudage ou autres) est soumise à l'élaboration entre les parties d'une convention écrite. Cette convention devra être consignée dans le registre sécurité de l'entreprise ayant à sa charge la mise à disposition de cet équipement, appareil, engins etc...

3.4.3 MANUTENTIONS MANUELLES DES CHARGES

Installation et entretien de monte matériaux y compris console d'approvisionnement à la charge de l'entreprise.

3.5 INSTALLATION ELECTRIQUE GENERALE DE CHANTIER

Généralités

- L'ensemble des installations sera exécuté, par l'entreprise, par du personnel habilité, en respectant les normes en vigueur. La vérification de l'installation sera confiée à un organisme agréé.
- Dans le cas de bâtiment à étages, il y aura au minimum, un coffret par niveau et par cage d'escalier.

3.6 LES MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

3.6.1 MANUTENTIONS MANUELLES

Les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définiront, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner.

3.6.2 RECETTES

Les recettes seront installées par l'entreprise. Les entreprises les utilisant s'assureront de leur présence et de leur efficacité.

Celles-ci devront figurer sur le plan d'installation de chantier.

3.6.3 TRAVAUX SPECIFIQUES

Les problèmes d'interférence des tâches seront abordés plus en détail après mise au point du calendrier détaillé des travaux TCE par la maîtrise d'Œuvre, dans un chapitre spécifique au cours des réunions de sécurité. Il sera évoqué notamment les sujets suivants :

- ☞ Programme des travaux
- ☞ Coordination des activités
- ☞ Organisation de la circulation
- ☞ Définition des mesures de sécurité à observer

Nota : Il est important de déterminer les risques liés à la coactivité le plus en amont possible afin de pouvoir gérer la prévention liées aux risques propres et exportés des entreprises concernées, à savoir :

- ☞ Aux successions des tâches
- ☞ Aux superpositions des postes de travail

3.6.4 COACTIVITE

Il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances telles que bruit, émanations poussières, vapeur délétère de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants.

En cas de superposition, et s'il est impossible de les éviter, l'entreprise située en partie la plus élevée prend les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique permettant la mise en sécurité des entreprises situées dans les parties inférieures.

3.7 PROTECTION CONTRE LE BRUIT

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises devront retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation :

4 SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1 TRAVAUX EN INTERFERENCE SUR L'ENSEMBLE DU SITE.

- Tous travaux présentant des interférences avec des activités d'exploitation, ou présentant une coactivité proche avec l'exploitation, devront faire l'objet d'un accord avec le Chef d'établissement et être conforme aux dispositions prévues dans le Plan de Prévention des risques de l'exploitant issu du Document Unique de l'entreprise.
- Les règles de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, liés aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure, sont fixées par les Dispositions générales des articles L.4511-1, R.4511-1 et R.4511-3 du Code du Travail.
- Il sera procédé, préalablement à tout démarrage de travaux à l'Inspection Commune Préalable de locaux de l'exploitant.
- Le Plan de Prévention de l'exploitant est conforme aux obligations de l'employeur vis-à-vis des Principes Généraux de Prévention inscrits à l'article L.4121-1 du Code du Travail.
- Au vu des informations et éléments recueillis au cours de l'Inspection Commune Préalable, l'exploitant et l'Entreprise Générale procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter de l'interférence entre l'activité d'exploitation et le chantier.
- Le Plan de Prévention est signé par toutes les entreprises intervenant dans les locaux de l'exploitant.
- Des réunions périodiques seront organisées entre l'exploitant et l'Entreprise Principale afin d'assurer la coordination des mesures rendues nécessaires par les risques liés à l'interférence entre les deux activités.

5 MESURES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

5.1 CHANTIER

Rappel : Chaque entreprise reste responsable de l'évacuation de ses gravois et du nettoyage de sa zone de travail.

5.2 CANTONNEMENTS

5.2.1 LOCAUX COMMUNS ET PRIVATIFS

Les locaux communs seront installés par l'Entreprise Principale sur un dallage en béton armé sur sablon ou tout autre dispositif permettant l'assainissement de ces baraquements pendant la période de préparation du chantier.

La capacité nominale d'accueil simultané pour toutes les installations sera divisée par deux

Ils seront **maintenus et entretenus** pendant tout le chantier et démontés en fin de chantier.

Ils comprendront :

- ☞ un point d'eau avec savon ou un distributeur de gel ou de solution hydro alcoolique à l'extérieur avec obligation de se laver les mains avant toute entrée dans la base vie ou les bungalows de chantier.
- ☞ Des sanitaires et douches prévus pour l'effectif du chantier TCE (en tenant compte de l'évolution des effectifs) conformément à la réglementation en vigueur, soit :
 - * Sanitaires : 1 pour 20 travailleurs.
 - * Lavabos : 1 pour 5 travailleurs.
 - * Douches : 1 pour 25 travailleurs.
- ☞ Une salle de réunion, bureaux de chantier et aménagements comprenant des équipements individuels de protection destinés aux visiteurs (casques, lunettes, bottes, vêtements de pluie..).
- Covid-19 : dispositions particulières
 - Mettre à disposition des moyens de se laver et de se décontaminer (lingettes nettoyantes, gel hydro alcoolique, savon sec, savon et réserve d'eau...), des moyens de décontaminer les surfaces (lingettes désinfectantes, produits de nettoyage désinfectant pour les sols, les tables, poste de conduite d'engins et véhicules, outillages...)
 - En cas de rupture des EPI (gants, masques, ...), proposer le modèle de performance supérieur.
 - Le nettoyage des locaux communs doit être intensifié.
 - L'utilisation des vestiaires, locaux communs de pause ou de prise des repas doit être organisée pour respecter la distance de 1m entre personnes.
 - L'organisation des réunions doit être limitée et les moyens de visioconférence privilégiés.
 - Si une réunion sur site est cependant organisée, le respect des consignes sanitaires et de la distance de 1m doivent être respectés.
- **Les locaux privés** seront installés, maintenus, entretenus et démontés en fin de chantier par chaque entreprise ou par l'Entreprise Principale le cas échéant.
- Ils comprendront pour chaque entreprise :
 - * Bureau de chantier.

- * Vestiaires équipés d'armoires métalliques à double compartiment.
- * Réfectoires équipés de tables et chaises ou bancs avec revêtement lavable et chauffe-plats.
- * Magasins de stockage de petits matériels.

Les vestiaires et réfectoires seront aérés et suffisamment éclairés.

Les entreprises confirmeront au coordonnateur SPS leur besoin en surface pendant la période de chantier, pour l'établissement du plan général détaillé d'installation de chantier par l'Entreprise Principale.

Nota : Des dispositions particulières en accord avec l'Inspection du Travail doivent être prises en cas d'installation de chantier en sous-sol.

L'hébergement sur le chantier est interdit (sauf en cas de "base vie").

5.2.2 BRANCHEMENTS - RACCORDEMENTS (ALIMENTATIONS ET EVACUATIONS)

- Dus par l'Entreprise Générale à partir des points de raccordements mis à disposition par le Maître d'Ouvrage pour les raccordements des locaux décrits ci-dessus ainsi que pour les raccordements provisoires nécessaires aux différents endroits du chantier pour la bonne marche de celui-ci.
- Prévoir également la mise en place d'une ligne téléphonique de chantier jusqu'à la fin des travaux. A proximité de ce téléphone seront affichées les consignes pour appel en cas d'accident.
- A défaut, l'utilisation du portable sera tolérée, sous réserve que le responsable de chantier désigné par chaque entreprise soit en possession d'un téléphone mobile.
- L'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre sera responsable de l'entretien des installations générales communes du chantier.
- Chaque entreprise sera responsable de ses installations (entretien, salubrité).
- Un responsable hygiène salarié de l'entreprise et présent sur le chantier sera nommé par chaque entreprise, durant la période de préparation de chantier. Il devra prendre toute mesure pour maintenir en état ses installations
- Une convention de nettoyage pendant la période de préparation de chantier, pourra être établie entre les entreprises.
- Les ordures seront évacuées quotidiennement, le contrôle systématique de cet enlèvement est à la charge du lot Gros Œuvre, par l'intermédiaire du compte prorata.
- En cas de non-respect des mesures décrites ci-dessus, le coordonnateur SPS appliquera les mesures prévues au § II.3 du PGC.

5.3 STOCKAGES SUR LE CHANTIER

5.3.1 STOCKAGE DE MATERIAUX ET MATERIELS

Les entreprises devront informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux seront délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui sera tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

5.3.2 STOCKAGE DE MATERIAUX DANGEREUX

Les entreprises indiqueront dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises joindront dans leurs P.P.S.P.S. les Fiches de Données Sécurité (F.D.S.) des produits utilisés.

Les entreprises entreposeront les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment devront faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones devront apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précisera dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle mettra en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

L'entreprise est responsable de l'enlèvement de tout excédent ou déchet des matériaux mis en œuvre.

5.3.3 STOCKAGE DES GRAVATS ET DES DECHETS ORDINAIRES

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de travail et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses gravats jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

Les cartons seront pliés, les matériaux légers seront mis dans des sacs, les caisses en bois seront cassées, d'une façon générale, les emballages seront réduits au volume minimum possible.

5.3.4 STOCKAGE DES DECHETS DANGEREUX

Chaque entreprise est responsable de ses déchets réputés dangereux. Ils devront être évacués le plus rapidement possible. La procédure de stockage fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS. Si nécessaire des autorités compétentes.

L'emploi de produits ne présentant pas de danger pour la sécurité et la santé du personnel devra être privilégié.

Les entreprises indiqueront dans les P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion. Elles devront communiquer au Coordonnateur SPS :

- Une copie des fiches de données sécurité de ces produits.
- Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettront en œuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion,
- Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'installation de ces produits dangereux.

5.4 NETTOYAGE

5.4.1 NETTOYAGE DES CANTONNEMENTS

L'entreprise assurera le nettoyage aux fréquences minimum suivantes :

- Installation de chantier
 - Salles de réunions : quotidien et surfaces de contacts toutes les 2 hrs
 - Bureaux : quotidien et surfaces de contacts toutes les 2 hrs
 - Sanitaires : quotidien et surfaces de contacts toutes les 2 hrs
 - Abords des cantonnements : quotidien
- Nettoyage des autres locaux
 - Vestiaires : quotidien et surfaces de contacts toutes les 2 hrs
 - Réfectoires : quotidien et surfaces de contacts toutes les 2 hrs

5.4.2 NETTOYAGE DU CHANTIER

L'ensemble du chantier sera nettoyé une fois par semaine, pendant toute la durée. En aucun cas, les circulations ne devront être encombrées par des déchets.

- Environnement du chantier

- Abords chantier quotidien
- Voies publiques quotidien

5.5 ENLEVEMENT DES DECHETS

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets devront être limités, triés et valorisés. Le contrôle de leur élimination se fera par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie sera conservée sur le site.

Les substances polluantes seront interdites sur le site, et afin d'éviter toute pollution du site, les travaux à faibles risques polluants seront réalisés sur bassin de rétention.

Privilégier l'emploi de produit naturel

Une action de sensibilisation et de formation aux exigences d'un "chantier vert" sera réalisée par chaque entreprise à ces salariés.

5.5.1 EVACUATION DES GRAVATS ET DES DECHETS ORDINAIRES

L'entreprise sera responsable de l'évacuation des déchets. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

5.5.2 ENLEVEMENT DES MATERIAUX DANGEREUX UTILISES

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux devront être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS. Si nécessaire des autorités compétentes.

5.6 MESURE EN CAS DE DEFAILLANCE D'UNE ENTREPRISE

Sur simple constat du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre ou du Coordonnateur SPS, et sans mise en demeure préalable, ces derniers pourront faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants seront imputés à l'entreprise défaillante ;

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS.

6.1 COVID-19

En cette période de forte activité des services de secours, il pourra être utile de vérifier leur disponibilité en consultant les sites internet des préfectures.

Consignes de sécurité en présence d'une personne malade ou soupçonnée de l'être : voir fiche conseil en annexe 6

6.2 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE

- Chaque extincteur mis en place sur le chantier devra avoir subi les vérifications réglementaires
- Il sera obligatoirement mis en place par le titulaire du lot Gros Œuvre, des extincteurs appropriés aux différents risques :
 - Dans les locaux communs de chantier.
 - Dans les zones de stockage.
- Un plan d'évacuation devra être établi par le titulaire du même lot.
- Chaque entreprise mettra en place des extincteurs dans ses magasins, baraques de chantier et près des postes de travail particuliers.
- Interdiction formelle de stocker dans les magasins ou baraques de chantier des produits inflammables.
- Les entreprises utilisant des produits à risques particuliers décriront dans leur PPSPS les mesures qu'elles prendront pour prévenir les risques d'incendie.
- Le stockage provisoire de carburant pour les terrassements ou autres engins nécessaires sur le chantier fera l'objet d'une précision dans le PPSPS (d'ici si utilisation d'un groupe électrogène).
- Les bidons ou emballages vides seront évacués au fur et à mesure. Aucun produit ne devra être stocké dans les ouvrages en construction.

6.3 APTITUDE MEDICALE

- L'ensemble du personnel devant intervenir sur le chantier devra être reconnu apte médicalement et avoir subi les visites médicales et vaccinations obligatoires pour l'exercice de sa profession.

6.4 INFIRMERIE

- Infirmerie sur le chantier si l'effectif total du chantier dépasse 200 salariés.

6.5 SECOURISTES

- L'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre devra avoir en permanence un secouriste sur le chantier.
- Chaque entreprise intervenant sur le chantier avec plus de 10 ouvriers à un moment quelconque devra avoir un secouriste sur le chantier.
- Les entreprises identifieront dans leur PPSPS le secouriste qui sera sur le chantier.

- Nota : Des stages gratuits de formation de secouristes sont organisés par la CGSS.
- Chaque responsables d'entreprise devra s'assurer que chacun de ses ouvriers arrivant sur le chantier a suivi une formation à la sécurité (lecture du PPSPS de l'entreprise, rappel des mesures de prévention qui ont été définies, énoncés des différents risques ...).

6.6 MATERIEL DE SECOURS

- Chaque entreprise aura ses trousse de secours conformes aux normes et décrets en vigueur.

6.7 CONSIGNES DE PREMIER SECOURS

A afficher par le titulaire du lot Gros Œuvre :

- **Consignes générales à observer en cas d'accident**
 - Interrompre la situation de danger sans s'exposer soi-même, ni exposer les autres (ne jamais déplacer un blessé, sauf en cas de danger imminent) ;
 - Prévenir le secouriste.
 - Appeler les pompiers et le SAMU.
 - Localiser l'appel, le numéro de téléphone, le lieu de l'accident, l'accès au lieu de l'accident (prévoir éventuellement un lieu de rendez-vous pour guider les secours),
 - Préciser la nature de l'accident, le nombre de victimes,
 - Ne pas raccrocher, attendre que les pompiers ou le SAMU le fassent.
- **Consignes spécifiques à observer en cas d'accident**
 - 1- **En cas de chute**
 - Le blessé n'est pas en danger où il se trouve, le laisser sur place, le recouvrir, le rassurer.
 - Le blessé est en danger où il se trouve, déplacer la victime avec de grandes précautions (craindre toujours un risque pour la colonne vertébrale, tirer la victime par les pieds en évitant de plier la colonne vertébrale).
 - 2- **En cas de brûlure**

Dans tous les cas, laver à l'eau du robinet.

 - Brûlure grave
 - Par flamme ou liquide bouillant ; Ne pas déshabiller, rincer abondamment à l'eau froide.
 - Par produit chimique ; Enlever les vêtements sous le jet d'eau. Laver abondamment et longtemps (15 min.).
 - Brûlure peu étendue
 - Avec cloques ; Ne pas toucher.
 - Si la cloque est percée ; Désinfecter sans frotter avec du détergent antiseptique (CETAVLON – MERCRYL) et recouvrir de tulle gras.
 - 3- **En cas d'asphyxie ou d'électrocution**
 - Faire cesser la cause sans s'exposer soi-même.
 - Faire prévenir les secours.
 - Si le sujet respire, mettre en position latérale de sécurité
 - S'il ne respire pas, faire du bouche-à-bouche.

4- En cas de plaies

- Superficielles ; Désinfecter avec du détergent antiseptique (CETAVON – MERCRYL).
- Importantes ; Ne pas nettoyer, recouvrir la plaie avec des compresses.
- Si saignement abondant, comprimer à la main ou avec une bande bien serrée mais sans faire de garrot.
- Pour tous les soins utiliser des gants jetables.
- Vérifier la présence de gants jetables dans la trousse de premiers secours.

5- En cas de projection dans l'œil

- D'un produit chimique ; Laver à grande eau sous le robinet, le plus rapidement possible, ou à défaut avec le liquide bain d'œil.
- D'un corps étranger ; Recouvrir les yeux d'un linge

6.8 ACCIDENT OU INCIDENT DE TRAVAIL

- En cas d'accident **ou incident** de travail survenu pendant l'absence du coordonnateur SPS, le secouriste présent sur le chantier ou le chef d'entreprise du salarié :
- Appelle le coordonnateur SPS.
- Rempli la fiche « Rapport d'accident » joint en annexe du PGC et la transmet sans délai au coordonnateur SPS.

Chaque chef d'entreprise informera ses secouristes de ces dispositions.

7 MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

- **Rappel** : Chaque entreprise devra obligatoirement fournir au coordonnateur **avant toute intervention sur le chantier** :
 - Son PPSPS.
 - La fiche de présentation de l'entreprise jointe en annexe.
 - La liste du matériel qu'elle sera amenée à utiliser sur le chantier.
La liste nominative de ses salariés appelés à intervenir sur le chantier comprenant :
 - * Un secouriste formé le cas échéant (cf. § VIII.4),
 - * Un responsable hygiène et sécurité qui sera l'interlocuteur du coordonnateur SPS.
 - Les salariés ayant reçu du chef d'entreprise une autorisation de conduite d'engin de chantier, une habilitation électrique.
 - Pour information, la copie du Registres du Personnel et de Sécurité.
 - La liste des sous-traitants éventuels, y compris travailleurs indépendants, ainsi que la liste des salariés appelés à intervenir sur le chantier pour ces entreprises.
 - Les listes des représentants de l'entreprise au CISSCT le cas échéant.
- **Des pénalités sont prévues en cas de retard ou en cas de non transmission de ces documents, par les entreprises, au Coordonnateur SPS, suivant l'article R. 4741-1 du Code du Travail. - Des pénalités sont prévues en cas de retard ou en cas de non transmission de ces documents, par les entreprises, au Coordonnateur SPS, suivant l'article R. 4741-1 du Code du Travail.**
- Travailleurs indépendants

Les dispositions du présent Plan Général de Coordination s'appliquent aux travailleurs indépendants.

- Obligations des entreprises et rappel des délais
- Transmission et consultation des documents
- **Chaque entreprise** est tenue d'adresser au coordonnateur SPS, dans les 48 heures, une copie de tout document émanant de la CGSS, de l'Inspection du Travail ou de la Médecine du Travail, relatif à l'hygiène, la santé et la sécurité du chantier.
- Passage des consignes

Aucun salarié ne devra toucher aux protections collectives en place sans en référer au préalable au coordonnateur SPS.

- Accès chantier

- Seules les personnes autorisées pourront accéder au chantier.
- Chaque salarié des entreprises, nommé sur les listes remises par chaque chef d'entreprise au coordonnateur SPS, portera sur son casque le nom de son entreprise.

- Personnel intérimaire

- Les entreprises préciseront dans leur PPSPS si elles comptent faire appel à du personnel intérimaire.
- Chaque intérimaire devra être accueilli sur le chantier par le responsable du chantier de l'entreprise.

Avant de commencer son travail, l'ensemble des sujétions propres au chantier décrit dans le PGC et le PPSPS de l'entreprise devront être portées à sa connaissance.

- Les entreprises devront s'assurer :
 - ☞ Que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné (y compris aptitude médicale).
 - ☞ Que l'intéressé est en règle au point de vue de carte de travail et carte de séjour.
 - ☞ Que le personnel a subi la formation à la sécurité (décret du 20 mars 1979).
 - ☞ Que le personnel intérimaire justifiera des pièces de contrôle sous le nom de l'entreprise utilisatrice.

8 REGLES D'AVERTISSEMENT ET DES SANCTIONS

- Les règles d'avertissements et de pénalités se feront de la manière suivante :
 - Avertissement verbal (entretien).
 - Observation non respecté par l'entreprise : Inscription au registre-journal avec copie au Maître d'Ouvrage.
 - Entreprise récidiviste : Le Coordonnateur demande au Maître d'Ouvrage l'application de mesures de pénalités financières, soit 150 € par jour calendaire, pour chaque observation du Coordonnateur SPS non prise en compte par l'entreprise.
 - Arrêt de chantier sur demande du MO qui prendra la décision en cas de non-respect par l'entreprise des observations formulées par le Coordonnateur SPS, une notification à la CGSS et à l'Inspection du Travail, sera effectuée avec possibilité de sanctions juridiques et financières, pouvant exclure l'entreprise de manière définitive du chantier.
- L'ordre ci-dessus ne correspond pas à des étapes ou passages obligatoires : Seul le danger ou la salubrité fera établir au coordonnateur SPS le niveau de l'avertissement.

OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

Toutes les entreprises reconnaissent par l'acceptation du présent PGC, avoir pris connaissance de toutes les directives et obligations en matière de sécurité, d'hygiène, de conditions de travail et de prévention de la santé, exprimées à tous les articles du présent document.

Le présent Plan Général de Coordination de sécurité, de prévention de la santé et des conditions de travail a été rédigé sur 42 pages (hors annexes) en date du 02/07/2021.

Mise à jour : Voir page n° 2 du PGC.

ANNEXES

ANNEXE N°1 : FICHE DE PROCEDURES EN CAS D'ACCIDENT
ANNEXE N°2 : FICHE PRESENTATION ENTREPRISE
[ANNEXE N°3 : GUIDE DE PRECONISATIONS COVID-19](#)
[ANNEXE N°4 : COVID 19 CONSEILSBTP](#)
[ANNEXE N°5 : DOSSIER AFFICHAGE A METTRE EN PLACE](#)
[ANNEXE N°6 : CONSIGNES EN PRESENCE D'UN MALADE COVID-19](#)

-FIN DU PLAN GENERAL DE COORDINATION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE-